

CIRCUS POLITICUS, PAR

CHRISTOPHE BARBIER



La toge et la robe

Ruines et vestiges, gravats et débris : du séisme interminable qui fait trembler la présidentielle, aucun monument de la V^e République ne sortira intact. Le premier édifice à s'effondrer est le système des partis. Vite reconstitué après la tornade gaulliste de 1958, il s'affaiblit depuis déjà trente ans, au gré des échecs récurrents et similaires, au pouvoir, de la gauche et de la droite. Pour soigner cette anémie, le Parti socialiste d'abord, la droite ensuite adoptèrent la primaire ouverte, spectaculaire transfusion de légitimité. Etre le candidat de militants déterminés ne suffisant plus, devenir celui d'une portion du corps électoral, même mince, prit le relais. Viatique empoisonné ! Les créatures ainsi adoubees n'obéissent plus à leurs maîtres et, Frankenstein électoraux, dévastent leur propre famille sans pouvoir être arrêtés.

A gauche, les socialistes effrayés par le programme irréaliste de Benoît Hamon n'ont d'issue que le vote pour Emmanuel Macron. A droite, les élus épouvantés par le naufrage de Fillon n'ont de choix qu'entre une improbable sédition sans meneur et une silencieuse abstinence. Macron, missile air-sol, et Fillon, grenade dégoupillée, font sauter quarante ans d'histoire politique. Le mitterrandisme est liquidé pour le bonheur du premier, le chiraquisme se solde par les malheurs du second.

Cet affaissement attriste fort peu l'honnête citoyen, qui s'alarme en revanche d'autres lézardes. Le respect mutuel entre la justice et le politique, l'un des piliers de la République, tremble tant qu'il pourrait crouler. Les magistrats ont perdu une part de prestige et de crédit, par l'évidente politisation de leur corporation, la détestable affaire du « mur des cons » et l'échec cinglant d'instructions menées contre des élus avec un excès de virulence. Les politiques, aussi incapables

d'honorer l'exigence de transparence propre à la France contemporaine que de relever les défis de la probité, n'ont plus la confiance des citoyens, et les quelques exactions découvertes sont si spectaculaires qu'elles en font soupçonner partout d'autres, cachées. L'affaire Fillon, qui oppose la légitimité du scrutin à celle de la justice, est le point d'arrivée de cette double décadence. Dans ce duel du politique et du magistrat, de la toge et de la robe, il y aura deux morts.

Une double concession pourrait, telle une paix des braves, éviter cette issue funeste. Que la justice, d'un côté, dise clairement qu'une mise en examen ne doit pas obliger un ministre à démissionner ni un présidentiable à se retirer. Que les candidats à l'Elysée, de l'autre, s'engagent à supprimer le privilège de juridiction qui met le chef de l'Etat hors d'atteinte de toute procédure pendant son mandat : « Celui qui fait exécuter la loi doit y être soumis », dit Montesquieu. Mais il n'est pas certain que l'opinion, à la colère incandescente, approuve un tel marchandage...

Socle fissuré par quarante années de fontis politiques, la démocratie représentative elle-même est une Tour de Pise. Conscients de leur impuissance et lassés d'être dénigrés, de nombreux

parlementaires jettent l'éponge. Quel qu'il soit, le prochain président peinera à rassembler une majorité fiable. Seule une nouvelle vague d'élus, issus de la société civile, et la limitation dans le temps de l'accumulation des mandats pourront revigorer notre organisation démocratique. Mais les citoyens sont-ils prêts à prendre la place de ceux qu'ils vilipendent ? Cela s'appelle une révolution, un rêve accessible aux seuls peuples courageux et fiers, un rêve que les Français semblent parfois ne plus mériter. ■

Retrouvez
Christophe Barbier
du lundi
au vendredi
à 6 h 50 et
à 7 h 50 sur **BFM TV**
et son édito vidéo
sur **lexpress.fr**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PAR



**CHRISTIAN
MAKARIAN**

Les bottes de la Baltique

Du Nord de l'Europe nous sont parvenues de grandes idées démocratiques, des avancées sociales majeures et des innovations très appréciées dans l'art de vivre quotidien. Il n'est plus à prouver que le rayonnement du modèle scandinave se confond avec la zone la plus prospère, la plus éduquée et la plus policée au monde. Or cette aire géographique était tout autant dévolue à la paix – voire au pacifisme, souvent à la neutralité (la Suède n'a pas connu de guerre sur son sol depuis deux siècles). C'est pourquoi il est très significatif de constater le regain d'inquiétude qui s'empare soudain de certains pays nordiques.

Pour preuve, le gouvernement suédois vient d'annoncer le retour du service militaire obligatoire dès l'an prochain, alors qu'il avait été supprimé, en 2010, pour laisser la place au volontariat. La mesure sera restrictive et ne concernera qu'une partie de la génération concernée : sur la base d'un questionnaire qu'ils rempliront librement, environ 4 000 conscrits dans une tranche d'âge de 13 000 garçons – et filles (suivant l'exemple norvégien) – feront l'objet d'une sélection. L'enjeu de cette nouvelle conscription est certes limité et vise, de surcroît, à compenser le déficit de militaires de carrière dramatiquement constaté au sein des forces armées suédoises. Il n'empêche, cette décision retentit comme un signal d'alarme et souligne un basculement de la sérénité vers la tension. Pour cette même raison, le budget de la Défense a été récemment augmenté et, en septembre 2016, le gouvernement suédois a décidé de remilitariser l'île de Gotland, pont avancé de la Suède sur la Baltique.

Au croisement de ses craintes, le gouvernement de Stockholm constate, d'une part, que la Russie de Poutine ne cesse de se montrer très agressive – comme l'ont illustré ses intimidations en mer Baltique (un sous-marin non identifié, tout près des côtes suédoises, avait semé la panique en 2014), plusieurs incursions de chasseurs russes dans l'espace aérien suédois et le surarmement récent de la zone de

Kaliningrad, le port russe de la Baltique. Mais il s'inquiète, d'autre part, du discours de l'administration Trump sur l'Otan, lequel semble conditionner l'Alliance atlantique aux engagements financiers des pays membres plus qu'à des considérations stratégiques fondamentales. Même si la Suède n'est pas membre de l'Otan (pas plus que la Finlande, tandis que la Norvège, l'Islande, le Danemark, ainsi que les trois pays baltes, en font partie), cela n'a rien pour la rassurer. La conjonction d'une menace accrue, à l'est, et d'un affaissement, à l'ouest, est de nature à créer un sentiment d'isolement et de solitude face aux dangers. La disparition des certitudes offertes, hier encore, par le « directoire mondial » est une donnée radicalement nouvelle des relations internationales. Gageons que, sur ce point, la Suède ne devienne pas un modèle. ■

LIBRE-ÉCHANGE, PAR

**NICOLAS
BOUZOU**



Le mythe de la fin du travail

Le pessimisme donne-t-il l'air intelligent ? Cela pourrait expliquer pourquoi la crainte de la fin du travail reçoit encore autant de suffrages. Car cette peur est ancestrale. William Lee, l'inventeur de la machine à tricoter des bas, fut éconduit en 1589 par la Reine Elisabeth I^{re} à qui il venait quémander un brevet. Elle lui répondit qu'elle ne pouvait prendre le risque de voir ses sujets s'appauvrir et se constituer en hordes de clochards. En 1811, 12 000 soldats britanniques durent être dépêchés dans les Midlands pour mettre fin dans le sang à la révolte des luddites briseurs de machines, qui craignaient de perdre leur emploi. En 1831, c'est la généralisation des métiers Jacquard, dans une conjoncture économique défavorable pour les textiles en soie, qui déclencha la révolte des canuts lyonnais. Pendant la crise des années 1930, le maire de Palo Alto (dans la Silicon Valley !) envoyait une lettre au président Hoover, dans laquelle il dénonçait la technologie comme la créature de Frankenstein, sur le point de dévorer la civilisation. En 1997, Jeremy Rifkin s'alarmait de →

→ *La Fin du travail*, donnant à la gauche française des munitions intellectuelles pour orchestrer le passage aux 35 heures.

Keynes lui-même, en 1930, soulignait la possibilité d'un « chômage technologique » parce que « l'on découvre de nouvelles façons d'économiser du travail plus rapidement que de nouvelles utilisations de ce travail ». Mais il assurait également que ce phénomène ne pouvait être que transitoire. L'histoire économique a donné raison, sur ce point, à Keynes. D'après le Bureau international du travail, le taux de chômage mondial en 2016 s'élevait à 5,8 %. En 2000, première statistique disponible, il était de 6,4 %. Pourtant, entre 2000 et 2016, la population active mondiale est passée de 2,8 à 3,4 milliards d'individus. Cette moyenne masque-t-elle un chômage technologique massif dans les pays les plus développés ? Apparemment pas. Dans les pays les plus riches, le taux de chômage est passé entre ces deux dates de 6,9 % à 6,3 %.

Que les angoissés de la fin du travail aient eu tort par le passé ne signifie pas, en toute rigueur, que l'avenir ne leur donnera pas raison. Mais cette même rigueur devrait conduire à remettre en cause leurs prédictions pessimistes. Le plus probable, c'est que le numérique, la robotique et l'intelligence artificielle vont conduire au plus large phénomène de mutation du travail que l'humanité ait jamais connu. Mais raréfaction et mutation différent fondamentalement. Dans le premier cas, il faudra instaurer un revenu universel pour que les 20 % de happy few qui auront la chance de travailler financent le revenu des 80 % qui seront chômeurs. Dans le deuxième cas, il faudra mettre l'accent sur l'efficacité du marché du travail et la formation initiale et continue. Ce qui permettra aussi de résoudre le problème du chômage de masse « non technologique », qui pourrit le climat social français depuis trente ans. ■



DEMAIN SERA VERTIGINEUX, PAR

LAURENT ALEXANDRE

Les journalistes vont sauver le réel

Le réel est en danger de mort. La montée en puissance des *fake news* et faits alternatifs est grave, mais n'est pas une nouveauté. Joseph Goebbels expliquait, en 1933 : « Plus le mensonge est gros, plus il passe. Plus souvent il est répété, plus le peuple le croit. » Staline et Mao faisaient retoucher les photos où ils apparaissaient avec les camarades qu'ils avaient fait exécuter. Ce qui est nouveau, c'est que les « NBIC » (nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives) vont changer radicalement le statut du réel. Dans les prochaines décennies, les souvenirs pourront être manipulés directement dans les cerveaux humains. On imagine ce que Staline, Mao ou Pol Pot auraient fait avec de telles technologies...

Le journaliste 1.0 va chercher l'information à la source, la valide et lui donne du sens. Depuis 1995, des journalistes devenus 2.0 deviennent des éditeurs numériques qui ordonnent un réseau d'informations sur le Web et modèrent des communautés électroniques. Ils n'ont pas réussi à empêcher les dérives de la personnalisation des contenus par les

Gafa qui enferment les citoyens dans leurs convictions. Demain, le journaliste 3.0 devrait devenir le garant du réel à l'heure des neurotechnologies. Le neuro-hacking, c'est-à-dire le décryptage et la manipulation de notre cerveau grâce aux NBIC, peut apporter le meilleur : l'augmentation de notre cerveau pour réduire les inégalités intellectuelles et éviter notre

marginalisation face à l'intelligence artificielle (IA), la communication directe de cerveau à cerveau et des expériences intellectuelles inédites. Il peut aussi conduire au pire : implantation de faux souvenirs, police de la pensée et neurodictature au service d'une ambition totalitaire. La révolution du cerveau est en route et les géants du numérique ont des ambitions démiurgiques. Ray Kurzweil, ingénieur en chef de Google, affirme que nous utiliserons des

nanorobots branchés sur nos neurones pour nous connecter à Internet avant 2035. « Dans environ quinze ans, Google fournira des réponses à vos questions avant même que vous ne les posiez », a-t-il expliqué. Pour que nous ne soyons pas écrasés par l'IA, Elon Musk a affirmé, le 2 juin 2016, l'urgence de →

La maîtrise de notre cerveau va être le premier des droits de l'homme

→ mettre au point une interface entre les cerveaux humains et numériques. Le 24 octobre 2016, le patron de Netflix a expliqué que son objectif était de remplacer les films numériques par des pilules faisant vivre le film. Netflix évoluerait alors vers *Total Recall*, film de science-fiction où Schwarzenegger vit une expérience martienne grâce à une neuromanipulation ! Le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, a expliqué que, dans le futur, les utilisateurs de son réseau échangeront directement pensées et sentiments grâce aux technologies cérébrales. Nous devons encadrer ces neurorévolutionnaires : dans un monde où l'informatique et la neurologie ne feront qu'un, la maîtrise de notre cerveau va devenir le premier des droits de l'homme. Puisque les neurotechnologies vont profondément perturber notre rapport au réel, les journalistes, dont le rôle est de chercher le vrai, sont un maillon essentiel de la société du XXI^e siècle, des acteurs de la neuro-éthique, en garantissant la réalité. Il faudra aider le citoyen à séparer le réel, la réalité virtuelle, la réalité filtrée par Google et Facebook, les idées et souvenirs implantés par voie chimique ou électronique. Ils feront partie d'un groupe de professions qui authentifieront le réel et éduqueront les citoyens à se protéger des neuromanipulateurs. En 2017, les journalistes doivent réussir leur mutation vers la certification du réel et donc de la protection de nos cerveaux, c'est-à-dire de notre identité. ■

l'inaction, les petites rivalités de personnes, les compromissions grandes ou petites ; les corruptions, ouvertes ou tacites. De cela, nous mourons.

Les Français le sentent bien, qui, en majorité, aimeraient pouvoir voter pour un autre candidat que tous ceux qui se présentent aujourd'hui, sans pouvoir le nommer. Ils aimeraient qu'on leur propose un programme sérieux, cohérent, avec un calendrier rapide de mise en œuvre. Ils aimeraient avoir des dirigeants honnêtes et d'expérience. Ils savent bien que ce n'est pas dans les pathétiques affrontements d'ego que se trouve la solution de leurs problèmes quotidiens ni surtout de ceux de leurs enfants. Ils comprennent bien que la plupart des hommes politiques n'ont pas l'amour du pays chevillé au corps, mais l'amour d'eux-mêmes et des honneurs qu'ils convoitent. Ils sentent bien que le pays s'enfoncé dans le néant de l'inaction.

Déjà, nous avons perdu des années, vingt sans doute, sous l'effet de la procrastination et de l'insouciance de nos dirigeants politiques. Et aujourd'hui, cela commence à se faire sentir. Jamais, en tout cas depuis 1945, notre dette publique n'a été plus élevée. Jamais le chômage des jeunes n'a été plus durable. Jamais notre balance des paiements n'a été aussi déficitaire. Jamais autant d'adolescents ne sont sortis du système scolaire sans savoir lire, écrire et compter. Jamais nos hôpitaux, nos écoles n'ont été aussi surchargées. Jamais le progrès technique n'a exigé autant de choix politiques. Jamais, aussi depuis 1945, l'environnement écologique et l'environnement géopolitique n'ont été aussi menaçants.

Devant cela, qu'entendons-nous ? Rien. Et la campagne d'aujourd'hui ne peut avoir qu'une seule signification : les hommes politiques savent qu'ils n'ont pas la réponse à ces questions, qu'ils n'ont pas le caractère ni les compétences pour affronter ces tempêtes, et ils ont préféré mettre en scène le désastreux spectacle de la compétition de leurs ego, plutôt que de nous parler de ces sujets difficiles. Il n'y a pas de réponses simples aux problèmes de la France. Tout suppose une analyse lucide, une conscience claire des positions de nos alliés et de nos adversaires, un programme cohérent, clair, complet, ambitieux, à mettre en œuvre immédiatement. Une intégrité sans faille, une capacité à imposer des choix, face aux puissants du monde et à leurs chantages. Une expérience de l'exercice du pouvoir en même temps qu'une capacité à oser le neuf.

Nos dirigeants politiques et ceux qui aspirent à le devenir ne parlent jamais de cela. Ou, quand ils en parlent, on ne les entend pas. La classe politique ressemble à ces parents indignes qui préfèrent mettre la radio à fond pour ne pas entendre les cris de leurs enfants.

Un jour, bientôt, les enfants se vengeront. ■

PERSPECTIVES, PAR

**JACQUES
ATTALI**



Honte à vous !!!

Ayant participé très activement à toutes les élections présidentielles françaises depuis quarante ans, je ne pensais jamais avoir à assister à une campagne aussi désastreuse que celle dans laquelle s'enfoncé aujourd'hui notre pays. J'en pleurerais de rage et de colère. Et je sais que je suis loin d'être le seul.

Cette lamentable comédie n'est pas que le produit des circonstances, qui semblent s'acharner pour la rendre dérisoire. Elle est le résultat profond d'un pourrissement du système politique français, qui depuis trente ans au moins préfère se complaire dans